

REPONSE DU GROUPE ILIAD A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP « ÉTABLISSEMENT DU PLAN NATIONAL DE NUMEROTATION ET DE SES REGLES DE GESTION »

Question 2. Que pensez-vous des règles d'altération du numéro d'appelant proposées par l'Arcep lorsque les opérateurs n'ont pas la possibilité de s'assurer de l'authenticité du numéro d'appelant mobile présenté lors d'un appel arrivant sur leurs interconnexions internationales entrantes ?

Question 3. Que pensez-vous de la valeur (« 99 99 99 99 99 ») de l'identifiant d'appelant banalisé proposée par l'Arcep ? L'utilisation de cette valeur présenterait-elle des difficultés techniques ?

Afin de lutter contre la fraude issue d'appels émis depuis l'étranger et présentant un numéro mobile, l'Autorité propose d'autoriser les opérateurs à déroger à l'obligation d'interrompre les appels pour lesquels le dispositif d'authentification n'est pas utilisé ou ne permet pas de confirmer l'authenticité du numéro d'appelant pour des appels présentant un numéro mobile reçu sur leurs interconnexions internationales entrantes s'ils substituent au numéro d'appelant préalablement indiqué un « identifiant d'appelant banalisé » qui pourrait être le « 99 99 99 99 99 ».

Nous ne sommes pas favorables à une telle solution. L'objectif est louable, ne pas interrompre du trafic légitime, en particulier des appels en roaming acheminés selon le mode Local Breakout. Mais la mesure risquerait en contrepartie d'empêcher le blocage des appels frauduleux usurpant des numéros mobiles comme identifiant d'appel.

En effet nous identifions trois cas d'appel possibles :

- Cas 1 : appel en roaming out « légitime » reçu par l'opérateur de l'appelant avec un numéro technique et retrouvé dans la base de données de l'opérateur de l'appelant faisant du Home Routing ;
- Cas 2 : appel « illégitime » reçu avec un numéro technique mais qui n'est pas retrouvé dans la base de données de l'opérateur ; dans ce cas l'opérateur doit rejeter l'appel car c'est certainement un appel de fraude/spam direct ;
- Cas 3 : appel « gris » parce que non reçu avec un numéro technique ; il peut s'agir soit d'un cas de fraude avec usurpation de numéro mobile ; soit d'un appel venant d'un abonné en roaming out d'un opérateur n'ayant pas implémenté le Home Routing ;

L'ambiguïté dans le cas 3, l'impossibilité, pour les opérateurs et les utilisateurs finaux, de distinguer les appels légitimes des appels frauduleux usurpant des numéros mobiles comme identifiant d'appel, est levée si tous les opérateurs utilisent le Home Routing.

Ainsi si tous les opérateurs mettent en œuvre le Home Routing, la solution nous semble opérationnelle. Dans ce cas, les appels légitimes seront bien authentifiés, alors que les autres seront remis avec un identifiant banalisé du type « 99 99 99 99 99 ».

En revanche si certains opérateurs ne l'implémentent pas, le service serait dégradé. Les appels légitimes en roaming out d'opérateurs en Local Breakout afficheraient le « 99 99 99 99 99 » et ne seraient probablement pas décrochés (à l'instar des appels anonymes).

Pour que cela fonctionne, ce devrait être à l'opérateur destinataire de l'appel (soit l'opérateur de l'appelant si son opérateur fait du Home Routing, soit l'opérateur de l'appelé si l'opérateur de l'appelant ne fait pas de Home Routing) et non pas au transitaire de modifier l'identifiant d'appelant.

En tout état de cause un délai d'entrée en vigueur minimum de 6 mois pour implémenter ces règles d'altération du numéro appelant proposées par l'Autorité nous semble nécessaire.

Question 4. Que pensez-vous de la recommandation formulée par l'Arcep d'altérer le numéro d'appelant (avec la valeur « 99 99 99 99 99 ») pour les situations dans lesquelles les opérateurs ne seraient pas en mesure de retransmettre les informations d'authentification apposées dans la signalisation de l'appel, afin d'éviter toute usurpation ?

Pour les mêmes raisons qu'exposées à la question précédente, nous ne sommes pas favorables à cette solution qui amène à une dégradation du service. Les opérateurs et les utilisateurs finaux ne seront pas capables de distinguer les appels légitimes d'opérateurs qui ne sont pas en mesure de retransmettre les informations d'authentifications (équipements obsolètes), et les appels usurpant des numéros comme identifiant d'appel.

Question 5. Que pensez-vous des règles proposées par l'Arcep pour encadrer la modification par un opérateur de l'identifiant d'appelant ou d'émetteur ?

Les modifications proposées par l'Arcep concernant les conditions du changement d'identifiant d'appelant semblent justifiées au regard de l'obligation d'authentification des numéros et de la mise en œuvre prochaine de la délégation d'affichage. Iliad soutient cette proposition et invite l'Autorité à prévoir un délai d'entrée en vigueur cohérent avec la mise en place effective de la délégation d'affichage.

Question 6. Que pensez-vous de l'interdiction proposée par l'Arcep de toute délégation d'affichage portant sur un numéro mobile ?

Quoiqu'il existe des cas dans lesquels la délégation d'affichage d'un numéro mobile peut être justifiée (par exemple rappel d'un secrétariat médical affichant le numéro mobile du médecin), Iliad accueille favorablement cette mesure qui clarifiera et simplifiera les règles applicables.

Question 8. Que pensez-vous de l'autorisation d'afficher des numéros d'urgence en tant qu'identifiant d'appelant et des conditions associées à l'utilisation de tels numéros en tant qu'identifiant d'appelant ?

L'affichage des numéros d'urgence en tant qu'identifiant d'appelant contribuera à la protection des populations en favorisant un meilleur taux de décroché dans les situations d'urgence. Iliad soutient naturellement une telle mesure. Iliad attire cependant l'attention de l'Autorité sur la nécessité d'accompagner et d'accélérer les travaux en cours visant à fiabiliser les cas d'usage (normage de l'identifiant affiché, utilisateurs autorisés des numéros d'urgence, diligences de l'opérateur de départ) et limiter les contournements et abus possibles.

Question 9. Que pensez-vous de l'interdiction d'utiliser comme identifiant d'appelant un numéro court dont la composante « S » hors TVA est strictement supérieure à 0,167 € par minute ou strictement supérieure à 0,417 € par appel ?

Iliad soutient la modification proposée par l'Autorité, qui permettra, dans le souci de protection du consommateur, d'aligner la réglementation applicable à ces numéros courts à tarification majorée sur celle des numéros spéciaux commençant par 089.

Question 10. Que pensez-vous de la proposition de l'Arcep d'obliger les opérateurs à affecter un premier numéro à un utilisateur final dans un délai d'un an après la notification de la décision d'attribution du bloc correspondant ?

Iliad partage l'objectif de l'Arcep d'assurer la bonne gestion et utilisation des ressources en numérotation. Iliad considère que cet objectif devrait également être concilié avec l'objectif de favoriser l'innovation et l'exercice d'une concurrence effective et loyale entre opérateurs. A cet égard, Iliad souligne que les opérateurs de détail ont besoin de pouvoir disposer d'une réserve suffisante de numéros pour effectuer des tests concernant des nouveaux services et pour faire face aux besoins émanant des nouveaux abonnés. La durée de la phase de test

peut être plus ou moins longue, et les besoins peuvent fluctuer dans le temps, ne sont pas toujours prévisibles et dépendent notamment des campagnes commerciales réalisées par les différents opérateurs. Cela est d'autant plus vrai que la taille des blocs attribués est désormais réduite à 1000 numéros.

Nous ne pensons pas que cette mesure conduira à une utilisation plus efficace des ressources. Il nous semble que l'Autorité, avec l'analyse des rapports d'utilisation dispose déjà des outils permettant de s'assurer du bon usage des ressources en numérotation.

Question 12. Que pensez-vous de la limitation du nombre de préfixes RIO attribuables par opérateur à un ?

iliad invite l'Arcep à préciser par souci de clarté que l'attribution d'un préfixe RIO par opérateur signifie l'attribution d'un préfixe par société (et non pas par groupe).

Question 17. Que pensez-vous des évolutions relatives à l'attribution et à l'utilisation des codes R1R2 ?

L'Autorité propose ainsi de supprimer toutes les valeurs actuellement allouées au code R1R2 à l'exception de la valeur 99 qui caractérise la provenance internationale, et de créer un nouveau code R1R2 générique avec la valeur 97, afin de permettre aux opérateurs d'identifier un appel d'origine nationale lorsque le numéro d'appelant est un numéro français polyvalent, mobile ou de service à valeur ajoutée.

Nous ne voyons pas l'intérêt de la mesure. Les codes R1R2 sont essentiels pour les opérateurs : ils permettent d'identifier l'origine des appels, sont utilisés pour le routage, la facturation et la détection de la fraude. Leur suppression obligerait les opérateurs à revoir plusieurs de leurs processus, sans bénéfice tangible.

Question 21. Que pensez-vous de la suppression de l'obligation de transmettre annuellement des rapports d'utilisation et de mise à disposition ?

iliad est par principe favorable aux mesures de simplification de la charge administrative telles que celles proposées par l'Autorité. S'agissant de la fourniture ponctuelle d'informations, notamment à l'occasion de la demande d'attribution ou de renouvellement de ressources en numérotation, iliad invite l'Autorité à préciser les informations qui seront demandées, dont le nombre devrait également être limité.

Question 24. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de l'adresse postale de l'équipement ainsi que l'adresse postale du point d'interconnexion pour chaque demande de numéros territorialisés et de préfixes de routage de numéros polyvalents et mobiles ?

Question 25. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de l'adresse physique du point de signalisation pour toute demande d'attribution de CPSN ?

Il convient de souligner que les réseaux voix reposent sur de nombreux équipements (plusieurs SBC par ex) et que la virtualisation des réseaux est de plus en plus importante. Par ailleurs, l'interconnexion SIP est désormais généralisée et remplace le TDM. Dans ce contexte, iliad s'interroge sur la pertinence de la fourniture de l'adresse postale des équipements et pour l'attribution de CPSN.

En revanche, la fourniture d'une adresse physique pour les points d'interconnexion (POP) peut être pertinente, notamment pour apprécier le point de livraison du trafic pour la terminaison d'appel.